



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2269

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Guen, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marie Le Guen. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, si vous voulez bien écouter les parlementaires qui vous posent des questions...
(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. -Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Allons, monsieur Le Guen, posez votre question.

M. Jean-Marie Le Guen. Monsieur le Premier ministre, êtes-vous en état de démentir la dépêche de l'AFP qui indique que, ce matin, devant le groupe UMP, vous avez demandé aux parlementaires de la majorité de ne plus parler aux journalistes et de ne plus aborder le problème de l'âge légal de la retraite à soixante ans ?

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Êtes-vous à la hauteur des questions qui se posent aujourd'hui sur une réforme de société, celle des retraites, pour refuser d'aborder dans la transparence le débat devant les Français ? Quelles sont vos intentions réelles concernant la liberté de pouvoir partir à soixante ans ? Pouvez-vous nous préciser les Français que vous allez priver concrètement de ce droit, alors même qu'ils ont déjà très largement payé leurs années de cotisation et doivent pouvoir bénéficier de plein droit de leur retraite ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Monsieur le Premier ministre, allez-vous continuer, plutôt que d'avoir un débat transparent, à ajouter la polémique, par exemple, sur la question fiscale ? De ce point de vue, je pense que vous devriez avoir un débat avec le président de la commission des finances qui vous démontrerait combien c'est cette majorité et ce gouvernement qui ont, ces dernières années, multiplié les impôts et augmenté les dépenses fiscales.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le Premier ministre, puisque votre gouvernement s'emploie à écouter Dominique Strauss-Kahn, qui s'est exprimé la semaine dernière, ne pensez-vous pas qu'il serait plus utile de prendre des leçons sur la croissance qui donnera les emplois et permettra, demain, que nous ayons une autre situation économique et sociale dans notre pays, y compris en matière de retraites ?

Allez-vous également tirer les leçons de la nécessaire justice fiscale que beaucoup de Français appellent de leurs vœux et qui est la condition préalable à toute réforme dans notre pays ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.* Monsieur Le Guen, du calme ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Nous parlons d'un sujet important. Ce n'est pas la peine de nous apostropher de cette manière ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

Il y a, dans le domaine des retraites, une vision dogmatique, idéologique et politicienne du parti socialiste. Le seul dogme que l'on doit avoir sur les retraites, mesdames et messieurs les députés, c'est celui du sauvetage de notre système par répartition.

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. C'est le seul dogme, il n'y en a pas d'autre. Face au dogme du système par répartition, se pose la question de l'espérance de vie. L'espérance de vie des Français a spectaculairement augmenté depuis une trentaine d'années et il faut bien en tenir compte.

Mme Annick Lepetit. Ça va changer, parce qu'ils ne peuvent plus se soigner !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. C'est pour cette raison que la première des réponses est d'ordre démographique. Pourquoi voulez-vous toujours nier la réalité ?

Lorsque vous avez instauré les 35 heures, vous avez en réalité privilégié la diminution du temps de travail au détriment des salaires et du pouvoir d'achat. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Et vous voudriez tout simplement nous refaire le coup ! Vous voudriez, en essayant de ne jamais aborder le problème de la durée de vie professionnelle, ne jamais aborder cette question. C'est au fond privilégier la baisse des retraites ! Vous voulez privilégier la baisse des pensions et des retraites. ("*Eh oui !*" sur plusieurs bancs du groupe UMP.) C'est là-dessus que vous serez jugés par les Français !

Vous ne pouvez pas non plus considérer que l'impôt est une réponse. La semaine dernière, le Premier ministre a parfaitement détaillé en quoi consistent en réalité les propositions du parti socialiste : des impôts sur les classes moyennes, des cotisations sur les entreprises, moins de pouvoir d'achat et, évidemment, plus de chômage. Ce n'est pas notre réponse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Le Guen](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2269

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mai 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 mai 2010